



2020

ENQUÊTE SUR LES JURISTES D'ENTREPRISE ET LEUR RÉMUNÉRATION

JURISTES, RESPONSABLES JURIDIQUES ET DIRECTEURS JURIDIQUES



+1200

PARTICIPANTS
JURISTES D'ENTREPRISE
EN FRANCE

SOMMAIRE

PROFIL DES JURISTES D'ENTREPRISE

Âge moyen
Répartition hommes / femmes
Avocat / non avocat
Cursus
Localisation

PARCOURS PROFESSIONNEL

Ancienneté dans l'entreprise
Langues
Généralistes vs spécialistes
Télétravail

TENDANCES DE LA RÉMUNÉRATION

Salaires moyens par niveaux de fonction
Augmentations
Parts variables
Avantages annexes
Égalité salariale hommes / femmes
Humeur professionnelle

RÉMUNÉRATION PAR FONCTION

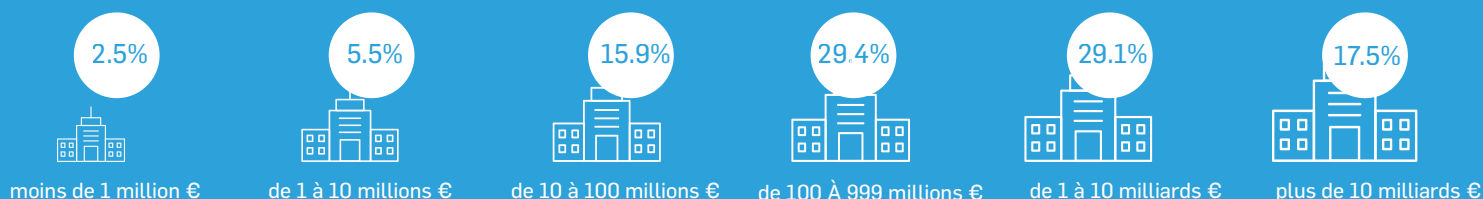
Juristes
Responsables juridiques
Directrices / Directeurs juridiques

MÉTHODOLOGIE

Cette étude est la synthèse d'une enquête auto-administrée menée auprès des directions juridiques et des juristes d'entreprise en France, de mars à juin 2019. Ces résultats s'appuient sur l'analyse de 1120 réponses qualifiées, comprenant 25% de directrices/directeurs juridiques et 75% de juristes en entreprises. Sauf mention contraire, les résultats de cette étude sont basés sur l'intégralité des répondants de cet échantillon.

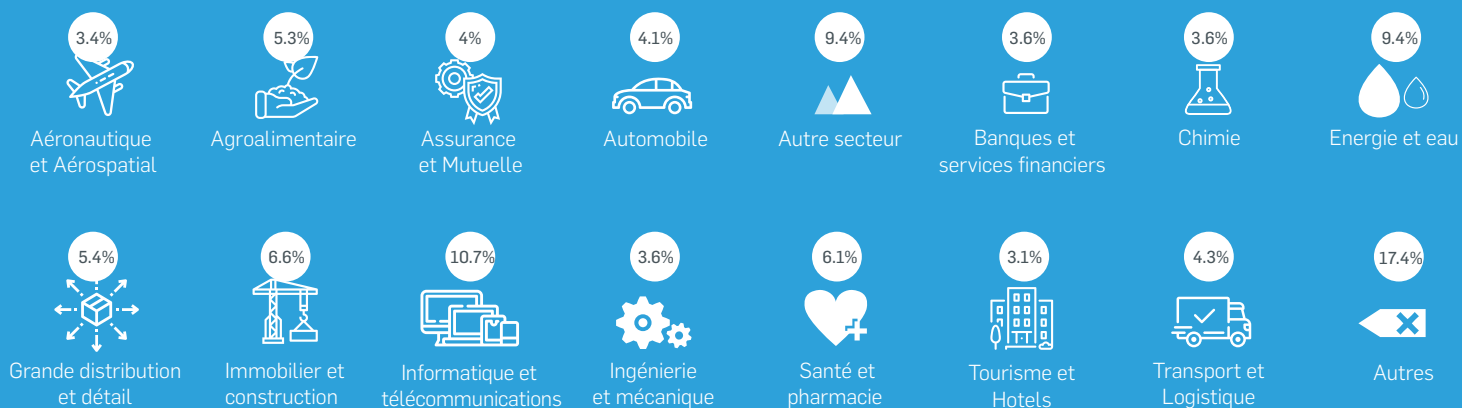
Les entreprises et organisations dont il est fait référence dans ce document sont représentées par les juristes interrogés. Leurs visions, leurs expériences professionnelles et leurs connaissances opérationnelles en font les témoins privilégiés pour représenter la situation des 17 000 juristes au sein du tissu des entreprises en France.

RÉPARTITION DES RÉPONDANTS PAR TAILLE D'ENTREPRISE





RÉPARTITION DES RÉPONDANTS PAR SECTEUR DE L'ENTREPRISE



JURISTES D'ENTREPRISE : QUI ÊTES-VOUS ?

LE PROFIL DE JURISTE ÉVOLUE DANS LES ORGANISATIONS EN FRANCE, AUTANT PAR LE POSITIONNEMENT QUE PAR LA RÉMUNÉRATION.

PORTRAIT-ROBOT DU JURISTE D'ENTREPRISE

En 2019, l'âge médian des juriste d'entreprise est de 40 ans. En comparaison, cet âge médian était de 39 ans et 36 ans dans les enquêtes de 2015 et 2008.

Avec un échantillon plus précis en 2019 sur les postes de direction juridique, les chiffres font mieux apparaître que les juristes de plus de 40 ans sont plus nombreux que les plus jeunes aujourd'hui. La proportion de juristes de plus de 40 ans est composée aujourd'hui de 53% des membres de cette profession contre 47% pour les moins de 40 ans.

Toutefois, la profession est bien homogène par tranche d'âge. En effet, la répartition équilibrée des jeunes juristes et juristes expérimentés indique que les juristes juniors inscrivent davantage leur carrière dans la durée avec des perspectives de progression régulière dans le temps. Par ailleurs, les juristes constatent que leur profession se pérennise et se renouvelle mieux en fonction des besoins continus des entreprises.



40 ans
l'âge médian des juriste d'entreprise

UNE PROFESSION QUI SE FÉMINISE DE PLUS EN PLUS

2 juristes sur 3 sont des femmes. En 10 ans, la proportion de femmes dans la profession de juriste d'entreprise a nettement progressé. En 2008, les juristes étaient composés de 56% de femmes contre 44% d'hommes ; désormais, elles représentent 68% de la population des juristes d'entreprise en 2019 (+12 points en 10 ans).

La tendance à la féminisation de la profession s'inscrit dans le long terme. En 2019, les jeunes juristes de moins de 30 ans sont féminins à plus de 81%. Elles étaient 71% en 2008 (+10 points en 10 ans).

Les hommes sont en population minoritaire dans toutes les tranches d'âge de la profession de juriste en entreprise. Y compris pour la catégorie des juristes de plus de 55 ans, qui est composée à 47% d'hommes dans notre dernière étude.

**2 juristes
sur 3 sont
des femmes**

UN NIVEAU DE FORMATION INITIALE TOUJOURS EN PROGRESSION

La formation universitaire des juristes a atteint un nouveau seuil de maturité, puisqu'en 2019, 94% des profils sont diplômés de Master 2 ou équivalent (Master 2 et/ou DJCE). Ils étaient 90% en 2015 (+4 points entre les deux études).

La durée des études s'allongent. La part des juristes titulaire d'un master 1 diminue année après année, démontrant un allongement de la durée des études des jeunes professionnels. Ces jeunes juristes étaient 10% à s'arrêter au Master 1 en 2015, ils sont seulement 6% en 2019. Au fil des années, les juristes de moins de 30 ans sont toujours plus nombreux à être titulaires d'un niveau de Master 2 (76% en 2019 contre 74% en 2015, soit +2 points entre les deux études).

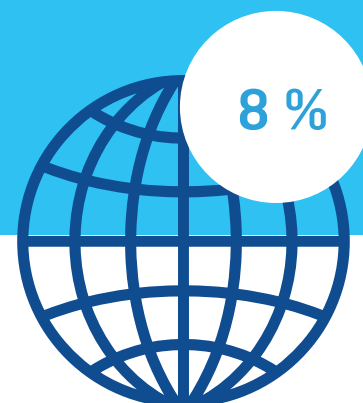
Les juristes se forment moins à l'étranger. En 2019, 8% des juristes déclarent posséder un des diplômes juridiques obtenus à l'étranger (LLM, LLB, PhD...). Ils étaient 10% en 2015 (-2 points par rapport à la précédente étude).

L'ouverture des juristes à l'international représente pourtant un effort de formation apprécié des entreprises puisque les directrices et les directeurs juridiques sont 10% (+2 points au-dessus de la moyenne) à déclarer être titulaires d'un diplôme obtenu à l'international.

La thèse en droit (PhD) représente toujours un cursus marginal concernant seulement 1% des juristes d'entreprise, sans changement depuis 2015.

Les doubles formations sont courantes chez les juristes d'entreprise. La moitié des juristes en poste ont combiné des diplômes de droit avec une autre formation, en général de niveau Master 2 voire davantage. Les parcours des doubles formations sont multi-variés, avec par exemple des diplômes obtenus en Ecole de commerce (8% des juristes concernés) ou à l'université tels que des Master 2 ou Master 1. 37% des juristes avec double formation déclarent posséder un diplôme en économie, gestion, langues, en histoire, en sociologie, en criminologie...

En 2019, 8% des juristes déclarent posséder un des diplômes juridiques obtenus à l'étranger.



RÉPARTITION DES JURISTES D'ENTREPRISE PAR RÉGIONS DE FRANCE



Ile-de-France
Auvergne-Rhône-Alpes
Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon
Picardie-Pas-de-Calais
Pays de la Loire
Provence Alpes Côte d'Azur
Normandie
Poitou-Charentes, Aquitaine, Limousin
Alsace Lorraine Champagne Ardenne
Bretagne
Centre
Bourgogne-Franche Comté

LES JURISTES DIPLÔMÉS DU CAPA



1 JURISTE SUR 4 EST DIPLÔMÉ DU CAPA

En plus des formations universitaires, le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) est fréquemment cité dans la liste des diplômes obtenus. De plus en plus d'avocats rejoignent les rangs des juristes d'entreprise. Ils représentaient 19% des juristes en 2015. En 2019, 24% des juristes d'entreprise disposent de ce certificat (+5 points en 4 ans).

Cette capacité à exercer la profession d'avocat est perçue par leurs titulaires comme un degré supplémentaire dans le cursus des juristes d'entreprise. Elle recouvre cependant des profils de carrières différents.

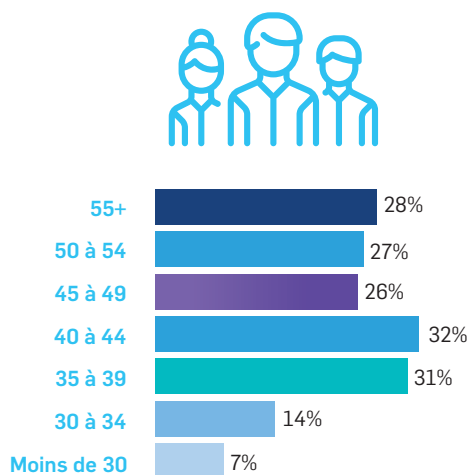
A QUEL MOMENT DE LEUR CARRIÈRE, LES AVOCATS SAUTENT LE PAS ET FRANCHISSENT LA PORTE DES ENTREPRISES ?

En général, le CAPA a été obtenu avant de rejoindre l'entreprise : les juristes choisissent d'accumuler quelques années de pratique en cabinet d'avocat avant de s'orienter vers l'entreprise. Seule une minorité de 5% de juristes possèdent le CAPA mais n'ont jamais exercé la profession d'avocat.

Au contraire, le résultat de l'étude montrent que la plupart des « juristes-avocats » choisissent de quitter la profession d'avocat après 3 à 8 ans d'expérience. Les femmes davantage que les hommes font le choix de franchir la porte des entreprises à ce moment de leur vie.

Les avocats rejoignent l'entreprise au milieu de leur carrière : 1/3 des juristes âgés entre 30 et 44 ans sont titulaires du CAPA. Phénomène générationnel, les juristes de plus de 45 ans sont moins nombreux à posséder le CAPA : un quart d'entre eux seulement déclarent être titulaires de ce diplôme. Quant aux juristes les plus jeunes (moins de 34 ans), ils représentent des professionnels qui font le choix d'entrer directement dans l'entreprise après leurs diplômes de droit, sans diplôme d'avocat.

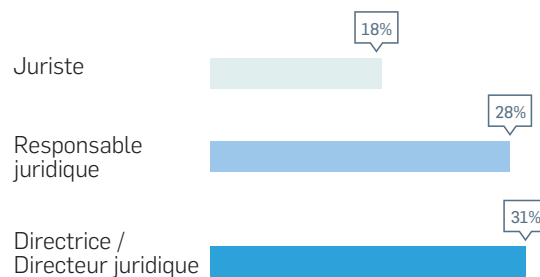
RÉPARTITION DES TITULAIRES DU CAPA PAR TRANCHES D'ÂGE



QUELLES FONCTIONS OCCUPENT LES « JURISTES-AVOCATS » ?

31% des directrices/directeurs juridiques déclarent être titulaires du CAPA, contre seulement 18% des juristes qui sont aussi titulaires du CAPA. Au moment du recrutement, le cumul des années d'expérience dans la profession d'avocat semble être un atout pour négocier le poste en entreprise : les chiffres de l'étude montrent qu'entre 3 et 15 ans de pratiques d'avocat, la fonction occupée est plutôt celle de directrice/directeur juridique ; tandis qu'entre 1 et 3 années de pratique d'avocat, la fonction est plutôt celle de responsable juridique.

RÉPARTITION DES TITULAIRES DU CAPA PAR NIVEAU DE FONCTION



QUELS PROFILS D'ENTREPRISE POUR LES JURISTES AVEC DE L'EXPÉRIENCE D'AVOCAT EN CABINET ?

Les résultats de l'étude montrent que le nombre d'avocats (ou ex-avocats) présents dans les entreprises est corrélé au chiffre d'affaires de la structure.

Les juristes quittent la profession d'avocat pour se faire recruter principalement dans les grandes organisations. Pour les entreprises totalisant plus de 10 milliards d'euros de CA annuel, la proportion d'avocats parmi les juristes est de 28%, (+6 points que la moyenne des entreprises). Cette proportion tombe à 17% (-6 points que la moyenne) dans les entreprises de taille intermédiaire dont le CA est compris entre 1 et 10 millions d'euros.

Les avocats assurent mieux leur reconversion dans les entreprises cotées (pour lesquelles 28% des juristes sont avocats), que dans les entreprises non cotées (pour lesquelles seulement 21% des juristes sont avocats).

JURISTES D'ENTREPRISE : QUEL EST VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL ?

LES JURISTES FIDÈLES À LEUR ENTREPRISE

En 2019, 77% des juristes possèdent plus de 3 ans d'ancienneté dans leur entreprise. En 2015, ils étaient seulement 73% (+4 points en 4 ans). Les parcours de ces professionnels sont donc stables sur ces dernières années, en restant fidèles à leur employeur pour la large majorité des juristes en poste.

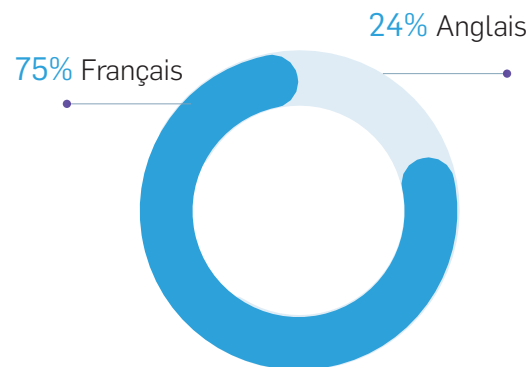
En terme de profil de carrière, 86% des directrices et des directeurs juridiques en poste cumulent plus de 15 ans d'expérience dans le domaine du droit. 88% des responsables juridiques possèdent au moins 5 ans d'expérience cumulée.

Les juristes démissionnent peu. Quand il s'agit de bâtir un plan de carrière, les femmes et les hommes de droit privilégient l'ancienneté dans leur entreprise pour faire évoluer leur fonction. Plus de la moitié des directrices et directeurs juridiques (56% au total) possèdent au moins 8 ans d'ancienneté dans leur entreprise. L'expérience est une qualité commune aux juristes qui se retrouve déjà chez les futurs dirigeants de départements juridiques, puisque la plupart des responsables juridiques (60% au total) ont déjà accumulé 5 ans et davantage d'ancienneté dans leur entreprise, préparant ainsi le terrain de leur futur promotion.

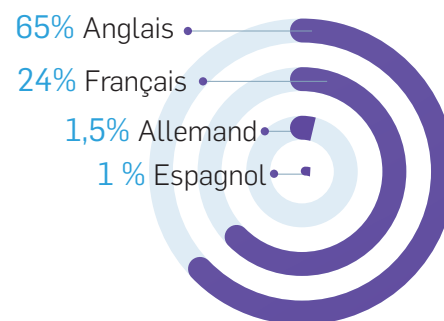
Juriste d'entreprise est une profession stable. Les directrices et directeurs juridiques en poste ont changé 4 fois d'employeur dans leur carrière (médiane du nombre de postes occupés). Les responsables juridiques et les juristes en sont à leur 3^e employeur en médiane

LANGUES PRATIQUÉES

LANGUES PRINCIPALES



LANGUES SECONDAIRES



NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR FONCTION ET PAR EXPÉRIENCE (MÉDIANE)

Expérience cumulée (en années)	Directrice/ Directeur Juridique	Responsable Juridique	Juriste
Moins d'un an	4	4	2
1 à 3 ans	4	3	2
3 à 5 ans	-	4	3
5 à 8 ans	1	3	3
8 à 15 ans	4	4	3
Plus de 15 ans	5	4	4

1/3 des juristes pratiquent le télétravail



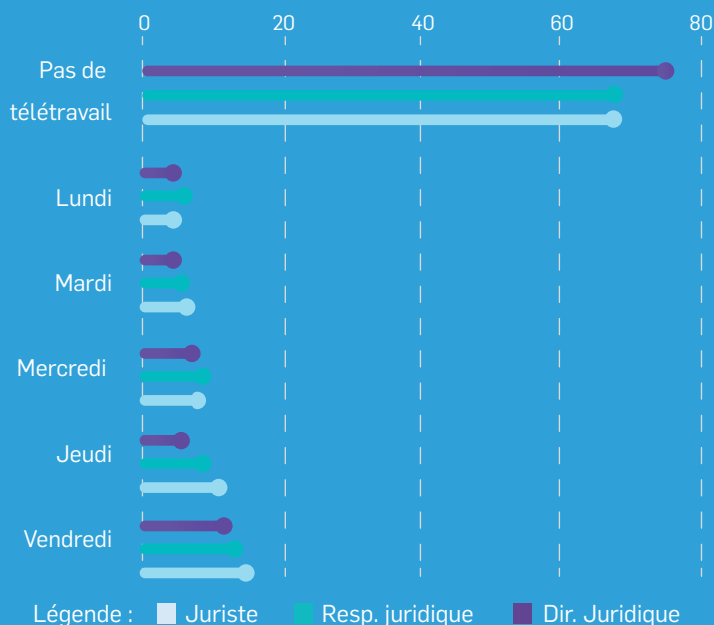
Les juristes s'alignent sur les nouvelles tendances d'organisation du travail en entreprise : le télétravail est une pratique déjà courante pour 31% de ces professionnels en poste.

Toutefois, le nombre de jours de télétravail est modéré : un seul jour par semaine pour les juristes concernés. En majorité, ce jour de travail à distance est choisi le vendredi ou le mercredi. Les femmes recourent un peu plus au télétravail que les hommes (33% des femmes juristes et 27% des hommes juristes). Les juristes hommes choisissent de préférence le vendredi (pour 12% des hommes) tandis que les femmes sélectionnent soit le mercredi (11% des femmes) soit le vendredi (14% d'entre elles).

Plus la taille de l'entreprise est importante (en terme de chiffre d'affaires), plus la possibilité du télétravail se développe chez les juristes : 38% des juristes sont concernés si l'entreprise fait plus de 10 milliards d'euros de CA et seulement 25% des juristes dans les entreprises dont le CA est compris entre 1 et 10 millions d'euros.

1/4 des directrices et directeurs juridiques pratiquent un jour de télétravail par semaine.

JOURS DE TÉLÉTRAVAIL



Les juristes davantage spécialisés

64% des juristes indiquent occuper une fonction « généraliste » au sein de leur organisation. Seulement 36% des juristes sont en charge d'un domaine « spécialisé ». Entre 2015 et 2019, la population des experts par domaine de droit a légèrement augmenté (+3 points en 4 ans), ce qui suggère une tendance à la spécialisation de la fonction de juriste en entreprise.

Les directrices et les directeurs juridiques sont polyvalents et 85% d'entre eux déclarent gérer des dossiers « généralistes ». 4% des directrices et les directeurs juridiques se déclarent spécialistes de la conformité.

Près d'un juriste sur deux s'identifie comme spécialiste (53% juristes généralistes – 47% juristes spécialistes). Les spécialités les plus courantes chez les juristes sont : le droit des contrats (13%), le droit social (12%), le droit des sociétés (10%), le droit des NTIC (8%), la propriété intellectuelle (7%). A noter que 6% des juristes indiquent être spécialistes de la conformité.



64%

64% des juristes indiquent occuper une fonction « généraliste » au sein de leur organisation.

SPECIALITÉS JURIDIQUES PAR TAILLE D'ENTREPRISE – TOUTES FONCTIONS

Grandes entreprises*

Droit des contrats	9 %
Droit des sociétés	4 %
Droit commercial	4 %
Droit NTIC	3 %
Droit immobilier	2 %
Propriété intellectuelle	2 %
Compliance - conformité	2 %
Contentieux	2 %
Droit de la concurrence	2 %
Droit social	2 %

Moyennes entreprises*

Droit des contrats	18 %
Droit commercial	7 %
Droit immobilier	5 %
Droit des sociétés	4 %
Droit NTIC	4 %
Propriété intellectuelle	3 %
Compliance - conformité	3 %
Contentieux	3 %
Droit de la construction / urbanisme	3 %
Droit social	2 %

Petites entreprises*

Droit économique	24 %
Droit immobilier	12 %
Contentieux	8 %
Droit bancaire-financier	8 %
Droit commercial	7 %
Droit de la construction / urbanisme	5 %
Droit de la santé	5 %
Droit des contrats	4 %
Droit des sociétés	4 %
Droit des télécommunications	4 %

* >1 mld EUR*

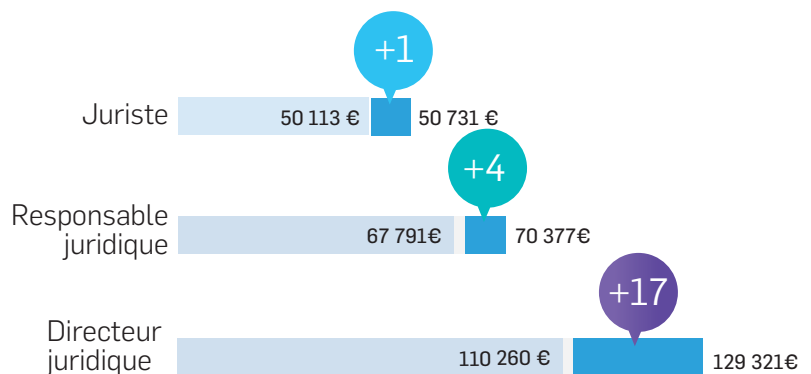
entre 10 mlns et 1 mld EUR

* < 10 mlns EUR

JURISTES D'ENTREPRISE : QUELS SONT VOS NIVEAUX DE RÉMUNÉRATION ?

ÉVOLUTION DU SALAIRE MOYEN PAR FONCTION 2015 et 2019

UNE AUGMENTATION
DE 8% DU SALAIRE
MÉDIAN EN 4 ANS



Globalement, la moyenne de la rémunération des juristes en France en 2019 est de 78.512 € contre 67 791 € en 2015 (+10 721 €, une progression de 16% en 4 ans). Les postes à responsabilité et de direction ont bénéficié plus largement de la croissance des salaires sur la période des 4 dernières années. Les plus jeunes juristes ont vu une augmentation davantage modérée de leur moyenne de salaire, depuis 2015.

En majorité, les juristes se montrent davantage satisfait de leur rémunération actuelle qu'il y a 4 ans. En 2015, ils étaient seulement 32% à se déclarer satisfait de leur niveau de rémunération ; ils sont 51% à se montrer satisfait de leur rémunération en 2019 (+19 points en 4 ans). Une évolution d'humeur qui reflète la hausse réelle et largement répartie des salaires sur les dernières années pour les professionnels du droit en entreprise.

Le salaire médian des juristes a augmenté de 8 % en 4 ans passant de 59 000 € en 2015 à 64 000 € en 2019.

51%

juristes se montrent davantage
satisfait de leur rémunération en 2019

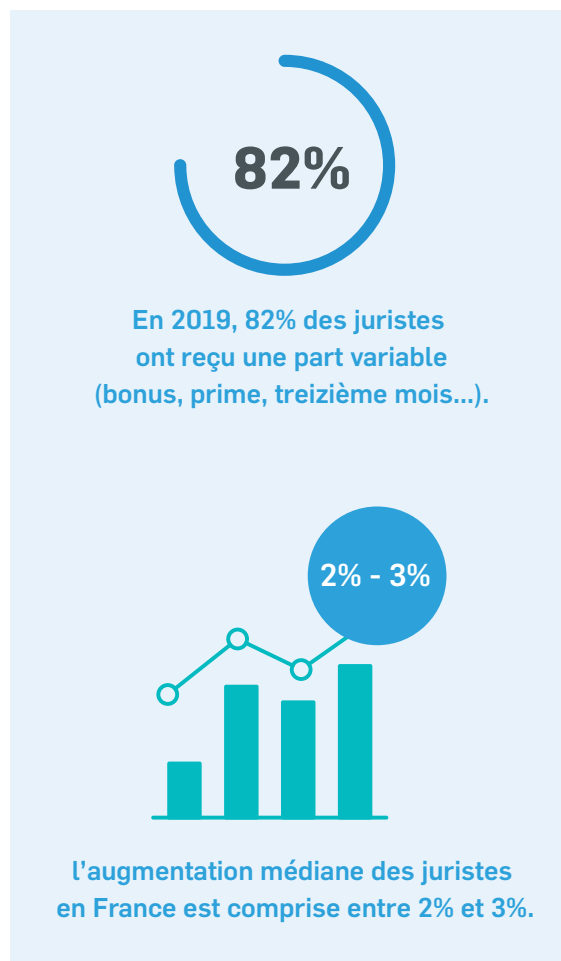
LES TENDANCES DE LA REMUNERATION

Les salaires des juristes sont en croissance. En 2018-2019, l'augmentation médiane des juristes en France est comprise entre 2% et 3%. Selon les fonctions occupées et la taille des entreprises, des écarts significatifs existent entre les augmentations annuelles.

Un juriste sur cinq déclare ne pas avoir eu d'augmentation sur les 12 derniers mois. Cependant, cette population de juristes sans augmentation tend à se réduire dans le temps : de 26% en 2015, ils sont seulement 22% de professionnels sans augmentation en 2019 (nette amélioration de -4 points en 4 ans). Une tendance qui reflète une meilleure gratification de la profession du droit en entreprise.

En 2019, 82% des juristes ont reçu une part variable (bonus, prime, treizième mois...). La médiane de la part variable est comprise entre 6% et 10% de la rémunération annuelle. Le nombre de juriste touchant une part variable s'améliore de 2 points entre 2015 et 2019.

Pour les juristes concernés par ces mesures, l'intéressement et/ou la participation médian sur l'année 2018-2019 est compris entre 0,1 et 5% de leur rémunération. Un complément qui concerne 69% des professionnels du droit en poste. Le niveau de participation / intéressement varie significativement selon les secteurs d'activités des entreprises. Notons par exemple que dans le secteur bancaire, la part variable s'élève à 20 % de la rémunération.



LES SECTEURS PORTEURS POUR LES JURISTES EN 2019

Secteurs porteurs	Augmentation	Part variable	Intéressement et participation
Banques et services financiers	Entre 3,1% et 4%	Entre 11% et 15%	Entre 16% et 20%
Défense	Entre 3,1% et 4%	Entre 6% et 10%	Entre 0,1% et 5%
Tourisme et Hotels	Entre 3,1% et 4%	Entre 6% et 10%	Entre 0,1% et 5%
Informatique et Télécommunication	Entre 2,1% et 3%	Entre 11% et 15%	Entre 2,1% et 3%
Ingénierie et Mécanique	Entre 2,1% et 3%	Entre 11% et 15%	—
Chimie	Entre 2,1% et 3%	Entre 16% et 20%	Entre 0,1% et 5%
Energie et Eau	Entre 2,1% et 3%	Entre 16% et 20%	Entre 0,1% et 5%
Luxe - biens et services	Entre 2,1% et 3%	Entre 16% et 20%	Entre 0,1% et 5%
Santé et pharmacie	Entre 2,1% et 3%	Entre 16% et 20%	Entre 0,1% et 5%



POUR 1 JURISTE SUR 4, L'AUGMENTATION DÉPEND DE LA PERFORMANCE INDIVIDUELLE

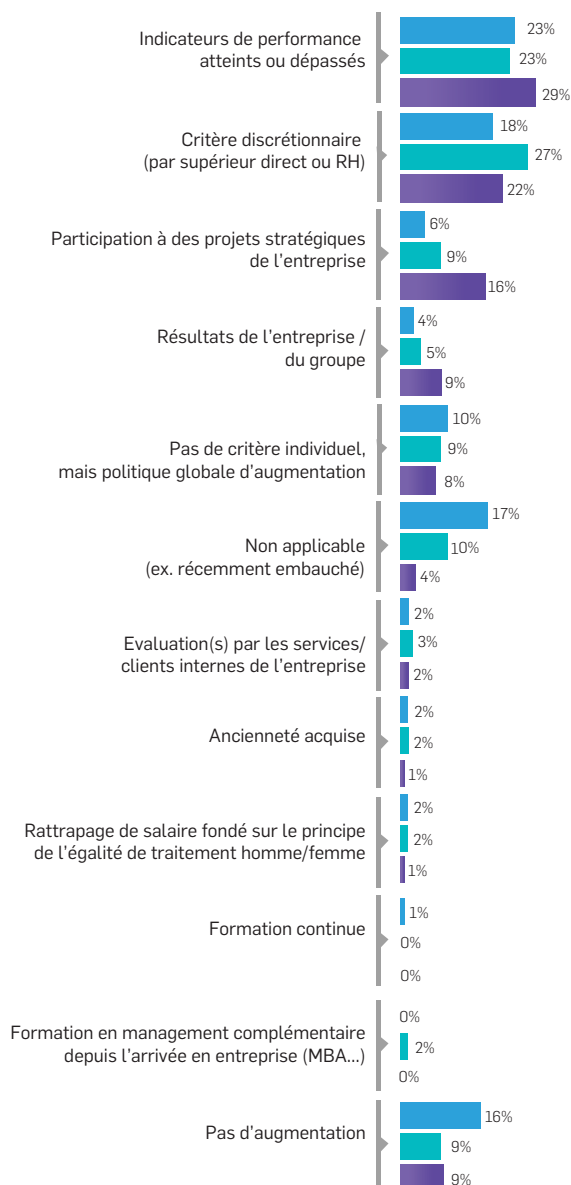
La performance individuelle est le critère clef qui a justifié l'augmentation de salaire pour 25% des juristes en France. Une proportion qui reste constante depuis 2015. Les politiques d'évaluation des juristes sont peu sujettes à changement. Toutefois, des disparités dans les processus d'évaluation existent, principalement selon la taille des entreprises.

Pour les plus petites entreprises, 37% des augmentations des juristes sont déterminées par un critère discrétionnaire. 18% des augmentations sont justifiées par une politique globale d'augmentation appliquée à l'ensemble des salariés. Seulement 17% des juristes sont jugés selon leur performance individuelle.



CRITÈRES D'AUGMENTATION

Légende : ■ Juriste ■ Resp. juridique ■ Dir. Juridique



Les grandes entreprises privilégient d'autres méthodes d'évaluation. Pour 37% des juristes travaillant dans des grandes entreprises, ce sont des indicateurs de performance qui déterminent leur augmentation de salaire, suivi par un critère discrétionnaire pour 25% des professionnels du droit dans les structures concernées.



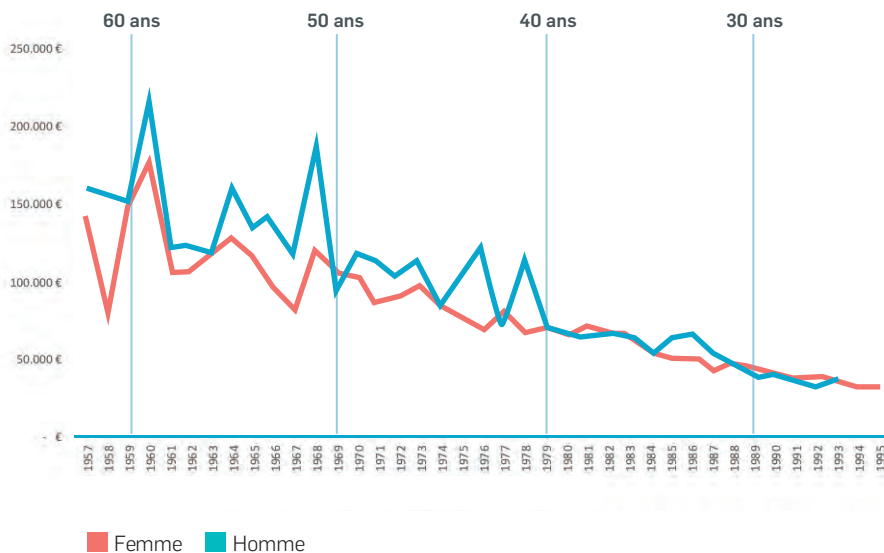


RÉMUNÉRATION : VERS UNE ÉGALITÉ HOMME / FEMME

Sur l'ensemble de la population des juristes, l'analyse par genre montre qu'il existe encore des disparités entre les salaires hommes et femmes. Selon les chiffres de 2019, les écarts de salaires entre les hommes et les femmes sont compris entre 10% et 14%, selon le niveau de fonction et toutes anciennetés confondues. Une situation apparemment sans réel changement entre l'étude de 2015 et celle de 2019.

Toutefois, les nouvelles embauches révèlent une meilleure égalité de rémunération entre les sexes. Les chartes de responsabilité sociale adoptées par les entreprises et les réglementations successives depuis la loi n° 72-1143 du 22 décembre « relative à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes » ont amélioré les écarts de salaires des juristes hommes et femmes en une quarantaine d'années. En 2019, pour un premier emploi de juriste avec une expérience de moins d'un an, le salaire moyen à l'embauche d'un juriste est de 36 360 € pour une femme, et de 36 100 € pour un homme.

MOYENNE DES SALAIRES PAR ANNÉE DE NAISSANCE ET PAR GENRE

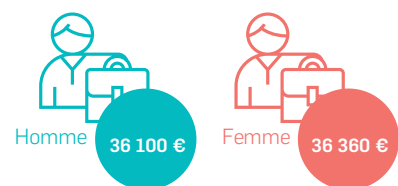


En 2019, les écarts de salaires entre les hommes et les femmes sont compris entre 10% et 14%

Dans les composantes de la rémunération, il est important de relever que le niveau d'étude juridique est semblable quel que soit le sexe. Les contrats de type temporaires (CDD ou interim) sont plus féminin (3% de femmes juristes, et 1,9% d'hommes juristes), et représentent moins de 3% des contrats de travail des juristes qui sont à 97% en CDI.

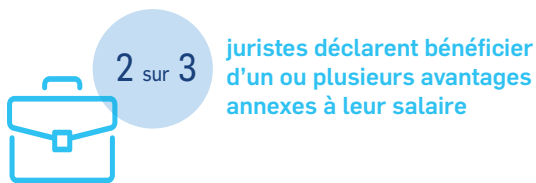
Comme le montre les résultats du graphique sur la moyenne des salaires par âge et par genre, la situation des jeunes juristes est très différentes de celle de leurs aînés ; la convergence des salaires H/F existe pour les professionnels du droit en entreprise de moins de 40 ans. Elle est davantage inégalitaire pour les juristes de plus de 40 ans. Une convergence de salaires qui bénéficie aux plus jeunes générations de juristes.

En 2019, pour un premier emploi de juriste avec une expérience de moins d'un an le salaire moyen à l'embauche :



LES AVANTAGES ANNEXES AU SALAIRE

Juriste



2 juristes sur 3 déclarent bénéficier d'un ou plusieurs avantages annexes à leur salaire, constitués par exemple d'outils de travail ou d'avantages en titres ou en nature qui peuvent rendre les packages de rémunération plus attractifs. 33% des juristes n'en disposent pas.

Directrice/Directeur Juridique



Les directrices et directeurs juridiques cumulent en moyenne deux avantages annexes au salaire. En dehors du smartphone mis à disposition par la société, 58% des postes de directions juridiques disposent d'une voiture de fonction, et 27% de ces dirigeants indiquent avoir reçu des stocks options ou des actions gratuites. Seuls 8% des directions juridiques indiquent ne pas avoir d'avantages annexes au salaire.

Responsable juridique



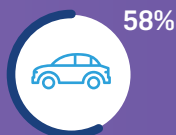
Si 73% des responsables juridiques identifient recevoir des annexes au salaire, il s'agit en moyenne d'une seule annexe au salaire. 55% de ces professionnels ont l'usage d'un smartphone, et 11% reçoivent des stocks options. 37% des responsables juridiques indiquent ne pas avoir d'annexe au salaire.

Plus d'un juriste sur deux disposent aussi d'une annexe au salaire (53%), principalement constitué par l'usage du smartphone pour 43% des juristes. 6% reçoivent des stocks options, 5% sont dotés d'une retraite complémentaire.

Directrice/Directeur Juridique 2,3 avantages annexes en moyenne



PDA / SMARTPHONE



VOITURE DE FONCTION



STOCK OPTIONS



RETRAITE SURCOMPLÉMENTAIRE OU CHAPEAU



RETENTION BONUS

Responsable juridique 1,8 avantages annexes en moyenne



PDA / SMARTPHONE



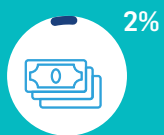
VOITURE DE FONCTION



STOCK OPTIONS



RETRAITE SURCOMPLÉMENTAIRE OU CHAPEAU

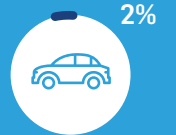


RETENTION BONUS

Juriste 1 avantage annexes en moyenne



PDA / SMARTPHONE



VOITURE DE FONCTION



STOCK OPTIONS



RETRAITE SURCOMPLÉMENTAIRE OU CHAPEAU



RETENTION BONUS

JURISTES D'ENTREPRISE : QUELLE EST VOTRE HUMEUR PROFESSIONNELLE EN 2019 ?

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Les directions juridiques soulignent leur satisfaction professionnelle. 90% des directrices et directeurs juridiques manifestent leur intérêt pour leur poste, et, 95% apprécient leur autonomie et les responsabilités qui leur sont confiées.

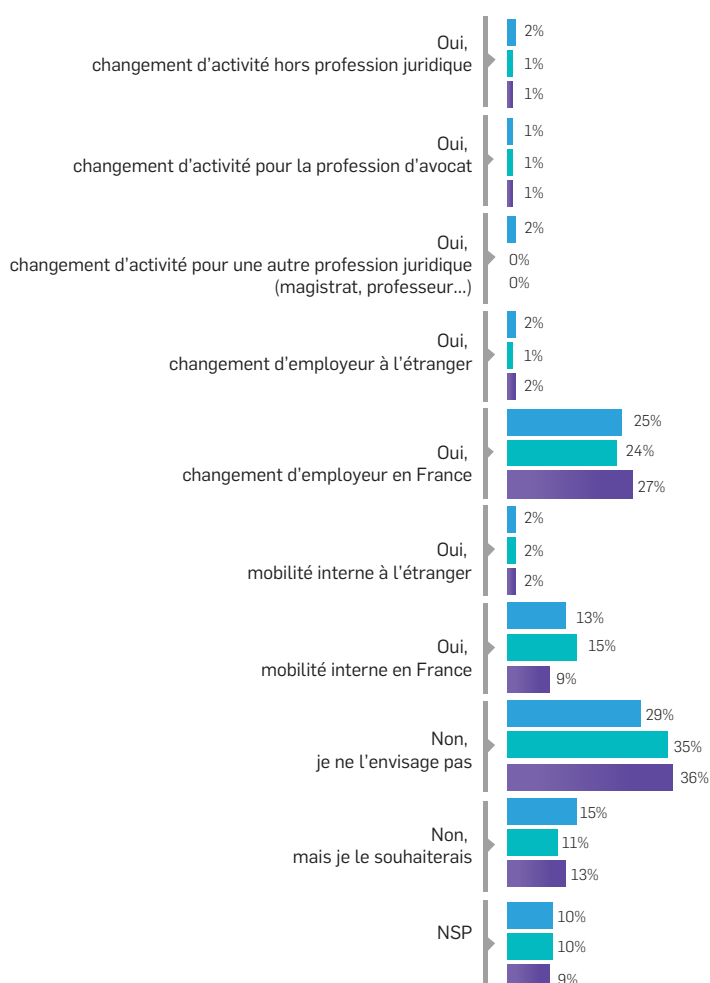
Un sentiment d'autonomie et de responsabilité qui est partagé par les responsables juridiques (92%) et les juristes (84%). Il ressort de l'étude que l'organisation du travail des juristes repose globalement sur l'expertise et l'autonomie dans leur sphère de compétences.

D'ailleurs, les dirigeants des départements juridiques estiment à 75% que les équipes sont bien managées. Cette impression est en demi-teinte pour l'ensemble des juristes, pour lesquels 54% des responsables juridiques pensent que c'est le cas, et seulement 37% des juristes approuvent.

EVOLUTION PROFESSIONNELLE

Envisagez-vous sérieusement une évolution professionnelle dans les 12 mois à venir ?

Légende : ■ Juriste ■ Resp. juridique ■ Dir. Juridique



En 2019, 43% des juristes envisagent une évolution professionnelle dans les 12 mois à venir. En 2015, ils étaient 47% (une amélioration de -4 points en 4 ans). Cependant, le désir de changer d'employeur en France a légèrement augmenté sur cette même période (de 24% des juristes en 2015, ils sont 26% à le souhaiter en 2019). Également, les juristes sont moins nombreux à envisager une mobilité interne (de 18% en 2015, ils sont seulement 14% en 2019, soit - 4 points en 4 ans), que ce soit en France ou à l'étranger.

Les directrices et directeurs juridiques envisagent moins un changement professionnel que les autres fonctions, puisque seulement 31% d'entre eux en expriment le projet pour 2019-2020, et de préférence pour un employeur en France (26,5%). Toutefois, les directions juridiques de petites structures forment davantage le projet de changer d'employeur que dans les grandes entreprises.

55%

En 2019, 55% des juristes pensent qu'il faut changer d'employeur pour augmenter sa rémunération

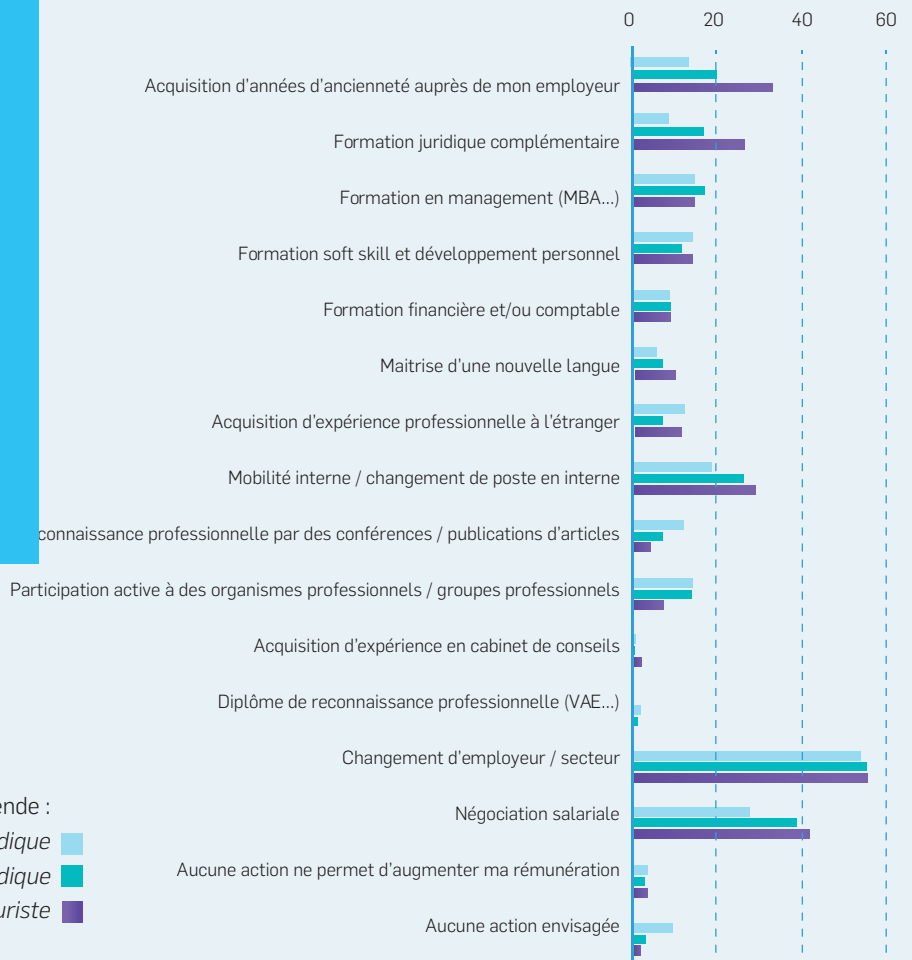
PLAN DE CARRIÈRE

Ces dernières années, les juristes ont fait évoluer leur plan de carrière. En 2019, 55% des juristes pensent qu'il faut changer d'employeur, pour augmenter significativement la rémunération. Ils étaient déjà 59% à le penser en 2015 (une amélioration de -4 points en 4 ans). Les juristes donnent la priorité à la négociation salariale (38% des juristes en 2019 contre 30% en 2015, une amélioration de +8 points en 4 ans). Ensuite, les juristes privilégient l'accumulation d'ancienneté, la mobilité interne, la formation ou la participation à des organismes professionnels en suivant l'ordre de leurs priorités.

Les directrices et directeurs juridiques ont également adapté leur plan de carrière aux nouveaux enjeux économiques. En 2019, ces dirigeants pensent comme l'ensemble des juristes que le changement d'employeur aide à l'amélioration de la rémunération (55% des dir. Juridiques). Et dans l'ordre des priorités, ils estiment que les actions suivantes sont les plus efficaces : Mobilité interne (19%), formation en management (15%), participation active à des groupes professionnels (15%), formation soft skills (15%).

PLAN DE CARRIÈRE

Quelles sont les actions que vous envisagez qui vous permettraient d'augmenter significativement votre rémunération dans les années à venir ?



Légende :

Dir. Juridique
Resp. juridique
Juriste

JURISTE

JURISTE SPÉCIALISTE, JURISTE GÉNÉRALISTE,
TOUTES ANCIENNETÉS, PARIS ET RÉGIONS



SALAIRE MOYEN
DE RÉFÉRENCE

50 731 €

50 113 €
en 2015 +1%

INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION
entre 0.1% et 5%

Note : l'intéressement et la participation médiane sépare les responsables juridiques en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

AUGMENTATION 2019
entre 1,1% et 2%

PART VARIABLE 2019
entre 0.1% et 5%

Note : l'augmentation médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

Note : la part variable médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

AVANTAGES ANNEXES AU SALAIRE



43%

PDA /
SMARTPHONE



6%

RETRAITE
SURCOMPLÉMENTAIRE
OU CHAPEAU



5%

STOCK
OPTIONS



2%

VOITURE
DE FONCTION



2%

RETENTION
BONUS

SECTEURS PORTEURS 2019

Augmentation médiane 2018-2019



entre
4.1% et 5%

Luxe - biens et services



entre
3.1% et 4%

Banques et services
financiers



entre
3.1% et 4%

Tourisme et Hôtels



entre
2.1% et 3%

Électronique



entre
2.1% et 3%

Santé et pharmacie

FACTEURS LIÉS À L'EMPLOYEUR

Périmètre géographique

Avec une expertise européenne, les juristes sont rémunérés 9% de plus que le salaire moyen.

IDF et régions

La moyenne des salaires des juristes en Ile-de-France est 10% supérieur au salaire moyen des juristes.

Généraliste & spécialiste

Les juristes qui exercent une spécialité juridique sont mieux rémunérés que la moyenne des juristes.

Société cotée et non-cotée

Les juristes qui sont embauchés par des sociétés cotées perçoivent +8% que le salaire moyen.

FRANCE 49 895 € -1%	EUROPE 54 629 € +9%	MONDE 54 184 € +8%	ILE-DE-FRANCE 55 314 € +10%	RÉGIONS 43 435 € -13%	GÉNÉRALISTE 49 967 € -1%	SPÉCIALISTE 51 606 € +2%	SOCIÉTÉ COTÉE 81 701 € +8%	SOCIÉTÉ NON-COTÉE 64 917 € -5%
-------------------------------	-------------------------------	------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	------------------------------------------



TAILLE D'ENTREPRISE

Dans les entreprises qui réalisent plus de 1 milliard de chiffre d'affaires, les juristes perçoivent entre +9% et +21% que le salaire moyen.

50 731 €

plus de 10 milliards €	60 508 €	+21%
de 1 à 10 milliards €	54 632 €	+9%
de 100 à 999 millions €	47 493 €	-5%
de 10 à 100 millions €	46 397 €	-7%
de 1 à 10 millions €	43 770 €	-13%
moins de 1 millions €	37 107 €	-26%



SECTEURS

50 731 €

Chimie	61 375 €	+22%
Automobile	60 137 €	+20%
Banques et services financiers	59 600 €	+19%
Cosmétiques et produits de beauté	59 500 €	+19%
Mines et extraction matière première	59 333 €	+18%
Énergie et Eau	58 559 €	+17%
Assurance et Mutuelle	55 417 €	+11%
Informatique et Télécommunication	54 037 €	+8%
Aéronautique et aérospatiale	53 107 €	+6%
Luxe - biens et services	52 243 €	+4%
Électronique	51 329 €	+2%
Santé et pharmacie	49 600 €	-1%
Gouvernement et secteur public	49 039 €	-2%
Ingénierie et Mécanique	48 369 €	-3%
Agroalimentaire	47 975 €	-4%
Immobilier et construction	46 949 €	-6%
Défense	46 823 €	-7%
Transport et Logistique	44 753 €	-11%
Audiovisuel et Media	44 667 €	-11%
Grande distribution et Détail	42 444 €	-15%
Tourisme et Hôtels	42 111 €	-16%
Conseil et services professionnels	41 571 €	-17%
Arts et Divertissement	40 867 €	-18%
Textile - Habillement - Chaussures	38 740 €	-23%





MISSIONS SPÉCIALISÉES

50 731 €

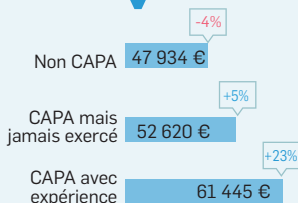
Droit international	67 221 €	~ +34%
Compliance - conformité	65 909 €	~ +32%
Droit de la concurrence	60 250 €	~ +20%
Droit des assurances	58 800 €	~ +17%
Contentieux	58 400 €	~ +17%
Droit NTIC	56 666 €	~ +13%
Droit de l'environnement	55 500 €	~ +11%
Propriété intellectuelle	53 482 €	~ +7%
Droit de la santé	52 600 €	~ +5%
Droit public	52 500 €	~ +5%
Droit commercial	51 521 €	~ +3%
Droit des contrats	49 885 €	~ +1%
Droit pharmaceutique	49 885 €	~ 0%
Droit fiscal	49 848 €	~ -1%
Droit économique	49 514 €	~ -5%
Droit des sociétés	47 853 €	~ -6%
Droit des télécommunications	47 319 €	~ -8%
Droit immobilier	46 335 €	~ -16%
Droit bancaire-financier	42 333 €	~ -16%
Droit de la construction / urbanisme	42 315 €	~ -17%
Droit européen	41 500 €	~ -22%
Droit social	39 317 €	~ -22%
Droit du transport	38 500 €	~ -23%
Droit pénal	35 344 €	~ -29%

FACTEURS LIÉS AU PARCOURS PROFESSIONNEL

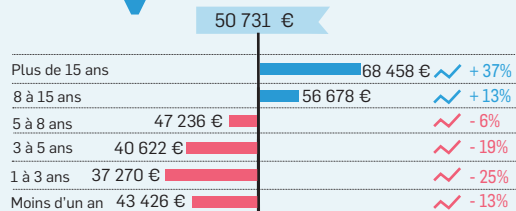
CAPA



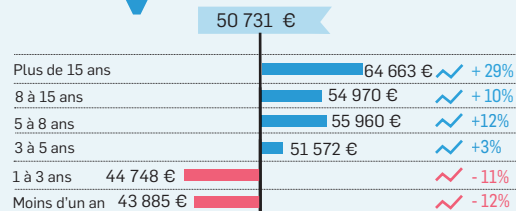
Les juristes avec une expérience d'avocat perçoivent 23% plus que le salaire moyen.



EXPERIENCE DANS LES PROFESSIONS JURIDIQUES



ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE



RESPONSABLE JURIDIQUE

RESPONSABLE JURIDIQUE DE ZONE OU SECTEUR,
DE GROUPE, SOCIAL OU FISCAL
TOUTES ANCIENNETÉS - PARIS ET RÉGIONS



en 2019

SALAIRE MOYEN
DE RÉFÉRENCE

70 377 €

67 791 €
en 2015

+ 4%

AUGMENTATION 2019
entre **1,1% et 2%**

PART VARIABLE 2019
entre **6% et 10%**

INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION
entre **0.1% et 5%**

Note : l'intéressement et la participation médiane sépare les responsables juridiques en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

Note : l'augmentation médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

Note : la part variable médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

AVANTAGES ANNEXES AU SALAIRE



55%

PDA /
SMARTPHONE



11%

STOCK
OPTIONS



10%

RETRAITE
SURCOMPLÉMENTAIRE
OU CHAPEAU



10%

VOITURE DE
FONCTIONE



2%

RETENTION
BONUS

SECTEURS PORTEURS 2019

Augmentation médiane 2018-2019



entre
3.1% et 4%

Tourisme et Hotels



entre
2.1% et 3%

Energie et eau



entre
2.1% et 3%

Ingénierie
et mécanique



entre
2.1% et 3%

Aéronautique
et Aérospatial



entre
2.1% et 3%

Immobilier et
construction

FACTEURS LIÉS À L'EMPLOYEUR

Périmètre géographique

Avec une responsabilité géographique européenne, les responsables juridiques sont rémunérés 9% de plus que le salaire moyen.

FRANCE 70 622 € 0% | **EUROPE** 76 393 € +9% | **MONDE** 75 994 € +8%

IDF et régions

La moyenne des salaires des responsables juridiques en Ile-de-France est 10% supérieur au salaire moyen des responsables juridiques en France.

ILE-DE-FRANCE 77 110 € +10% | **RÉGIONS** 62 000 € -12%

Généraliste & spécialiste

Les juristes qui exercent une spécialité juridique sont mieux rémunérés que la moyenne des juristes.

GÉNÉRALISTE 68 812 € -2% | **SPÉCIALISTE** 73 849 € +5%

Société cotée et non-cotée

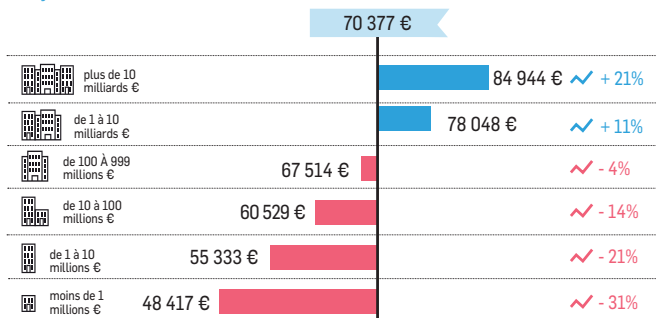
Les juristes qui sont embauchés par des sociétés cotées perçoivent +8% que le salaire moyen.

SOCIÉTÉ COTÉE 81 701 € +16% | **SOCIÉTÉ NON-COTÉE** 64 917 € -8%

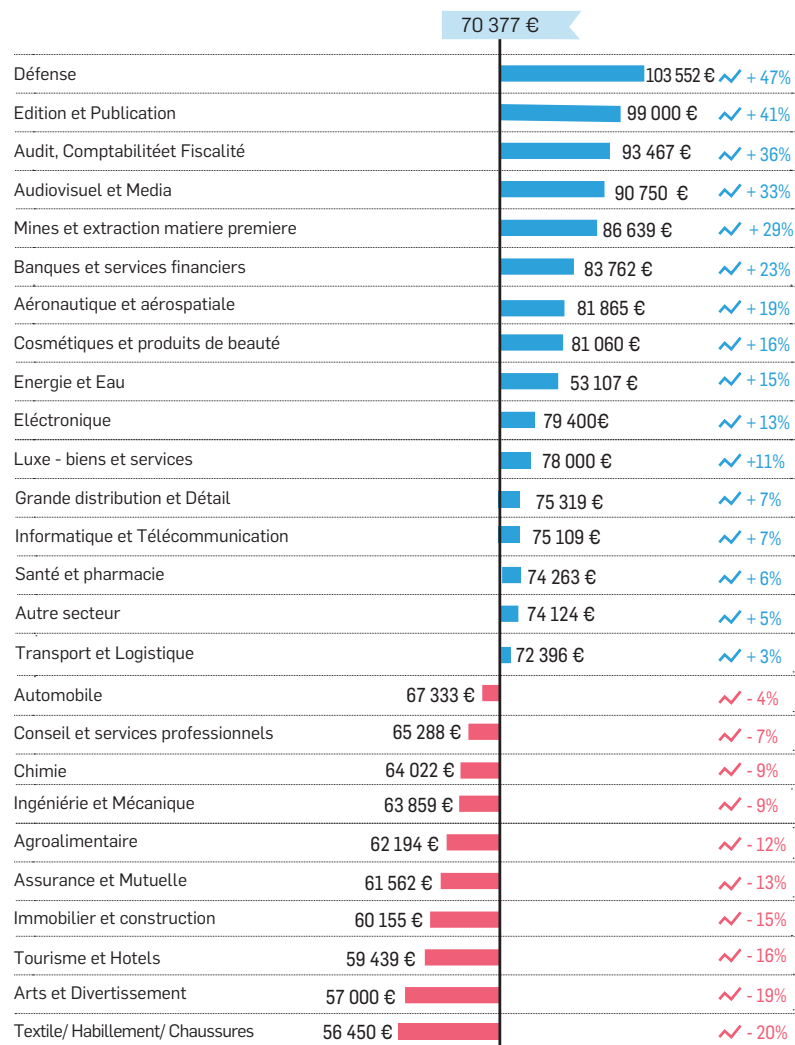


TAILLE D'ENTREPRISE

Dans les entreprises qui réalisent plus de 1 Mld de chiffre d'affaires, les responsables juridiques perçoivent entre +11% et +21% que le salaire moyen.



SECTEURS





MISSIONS SPÉCIALISÉES

70 377 €

Droit de la concurrence	113 200 €	+61%
Compliance - conformité	85 120 €	+21%
Droit bancaire-financier	84 474 €	+20%
Droit du financement	83 217 €	+17%
Droit des sociétés	80 519 €	+17%
Propriété intellectuelle	76 755 €	+13%
Droit des contrats	74 548 €	+11%
Contentieux	71 525 €	+7%
Droit commercial	68 856 €	-2%
Droit immobilier	68 208 €	-3%
Droit NTIC	67 541 €	-4%
Droit du transport	67 083 €	-5%
Droit pharmaceutique	65 00 €	-8%
Droit public	64 149 €	-9%
Droit international	61 800 €	-12%
Droit social	61 586 €	-12%
Droit des assurances	61 429 €	-13%
Droit économique	55 227 €	-22%
Droit de la construction / urbanisme	50 888 €	-28%



FACTEURS LIÉS AU PARCOURS PROFESSIONNEL

CAPA



Les responsables juridiques avec une expérience d'avocat perçoivent 16% plus que le salaire moyen.

EXPERIENCE DANS LES PROFESSIONS JURIDIQUES



ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE



Non CAPA 67 841 €

-4%

CAPA mais jamais exercé 60 914 €

-13%

CAPA avec expérience 81 954 €

+16%

70 377 €

Plus de 15 ans	82 406 €	+17%
8 à 15 ans	65 754 €	-7%
5 à 8 ans	55 903 €	-21%
3 à 5 ans	50 563 €	-28%
1 à 3 ans	49 292 €	-30%
Moins d'un an	69 463 €	-1%

70 377 €

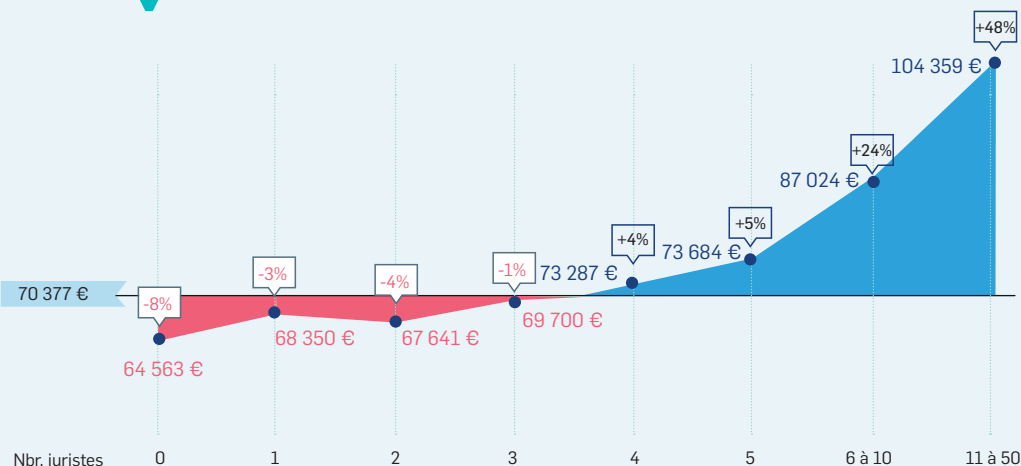
Plus de 15 ans	82 633 €	+17%
8 à 15 ans	71 924 €	+2%
5 à 8 ans	64 377 €	-9%
3 à 5 ans	69 684 €	-1%
1 à 3 ans	61 506 €	-13%
Moins d'un an	69 189 €	-2%

NOMBRE DE JURISTES DANS LE SERVICES ET AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE

AVEC AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE (NOMBRE DE JURISTES MANAGÉS)



SELON NOMBRE TOTAL DE JURISTES DANS LE SERVICE



1	54 721 €	-22%
2	63 035 €	-10%
3	67 687 €	-4%
4	64 932 €	-8%
5	77 575 €	+10%
6-10	72 760 €	+3%
11 à 50	85 202 €	+21%
51 à 100 et plus	97 286 €	+38%

DIRECTEUR/TRICE JURIDIQUE

RESPONSABLE JURIDIQUE DE ZONE
OU SECTEUR, DE GROUPE, SOCIAL OU FISCAL
TOUTES ANCIENNETÉS - PARIS ET RÉGIONS



en 2019

SALAIRE MOYEN
DE RÉFÉRENCE

129 321 €

110 260 € en 2015 **+ 17%**

INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION

entre 0.1% et 5%

Note : l'intéressement et la participation médiane sépare les responsables juridiques en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

AUGMENTATION 2019

entre 2,1% et 3%

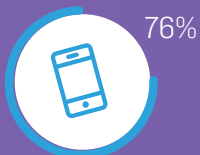
PART VARIABLE 2019

entre 11% et 15%

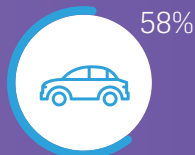
Note : l'augmentation médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

Note : la part variable médiane sépare les juristes en deux moitiés comportant le même nombre de personnes : l'une gagne moins et l'autre gagne plus.

AVANTAGES ANNEXES AU SALAIRE



PDA /
SMARTPHONE



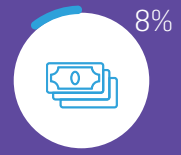
VOITURE DE
FONCTION



STOCK
OPTIONS



RETRAITE
SURCOMPLÉMENTAIRE
OU CHAPEAU



RETENTION
BONUS

SECTEURS PORTEURS 2019

Augmentation médiane 2018-2019

entre
5.1% et 10%



Cosmétiques et
produits de beauté

entre
4.1% et 5%



Défense

entre
3.1% et 4%



Banques et services
financiers

entre
3.1% et 4%



Ingénierie
et Mécanique

entre
3.1% et 4%



Mines et extraction
matière première

FACTEURS LIÉS À L'EMPLOYEUR

Périmètre géographique

Les directrices et directeurs juridiques qui exercent leur responsabilité sur le monde perçoivent en moyenne 18% de plus.

IDF et régions

Les directrices et directeurs juridiques employés en Ile-de-France perçoivent en moyenne 4% de plus qu'en régions.

Société cotée et non-cotée

Dans les sociétés cotées, le salaire des directrices et directeurs juridiques se situe à 20% au-dessus de la moyenne.

FRANCE 127 924 € -1% | **EUROPE** 135 860 € +5% | **MONDE** 152 623 € +18%

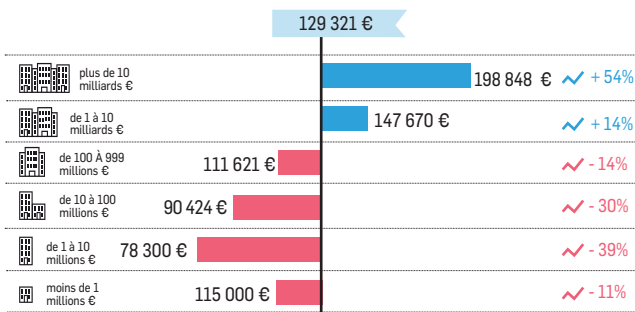
ILE-DE-FRANCE 134 939 € +4% | **RÉGIONS** 100 486 € -22%

SOCIÉTÉ COTÉE 154 678 € +20% | **SOCIÉTÉ NON-COTÉE** 115 657 € -11%



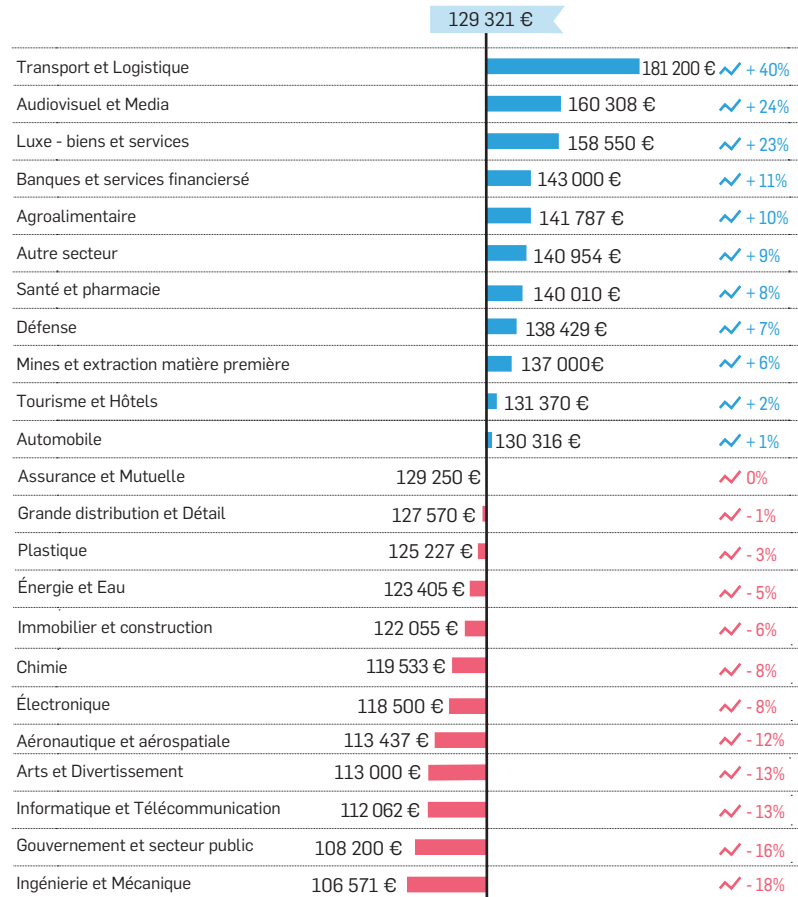
TAILLE D'ENTREPRISE

Dans les entreprises qui réalisent plus de 1 milliard de chiffre d'affaires, les directrices et directeurs juridiques perçoivent entre +14% et +54% que le salaire moyen.



SECTEURS

En 2019, les secteurs porteurs pour les directrices et les directeurs juridiques sont le transport et la logistique, l'audiovisuel et les médias, le luxe.





NOMBRE DE JURISTES DANS LE SERVICE



Assurant la gestion d'équipes de plus de 6 juristes, les directrices et directeurs juridiques perçoivent de +2% à +70% en moyenne que le salaire moyen annuel.

0	93 136 €	-28%
1	98 036 €	-24%
2	108 028 €	-16%
3	103 670 €	-20%
4	118 675 €	-8 %
5	129 852 €	0%
6-10	132 323 €	2 %
11 à 50	156 998 €	21 %
51 à 100	247 727 €	92 %
101 à 200	177 500 €	37 %
201 à 300 et plus	220 000 €	70 %

RATTACHEMENT



Les directrices et directeurs juridiques rattaché(e)s à au COMEX perçoivent +12% en moyenne que le salaire moyen annuel.

Directrice/Directeur Juridique

Comité exécutif	144 750 €	+10%
Présidence / Direction générale	136 618 €	+8%
Secrétariat général	134 316 €	+6%
Direction des ressources humaines	132 600 €	+1%
Direction juridique du groupe	115 040 €	-11%
Direction financière et/ou administrative	112 563 €	-13%
Direction du risk management	100 000 €	-23%
Direction de business unit / opérationnelle	84 640 €	-35%

Intéressement/participation médians

Comité exécutif	6% - 10%
Présidence / Direction générale	0.1% - 5%
Secrétariat général	0.1% - 5%
Direction des ressources humaines	0.1% - 5%
Direction juridique du groupe	0.1% - 5%
Direction financière et/ou administrative	0.1% - 5%
Direction du risk management	0.1% - 5%
Direction de business unit / opérationnelle	0.1% - 5%

Association française des juristes d'entreprise (AFJE)

L' Association française des juristes d'entreprise compte plus de 7000 adhérents. Elle a un rôle moteur dans l'univers juridique français et européen. Depuis plus de 50 ans, l'AFJE représente et promeut le métier de juriste d'entreprise en tant qu'atout pour la compétitivité des entreprises dans le monde.

Nos missions :

- › Représenter et fédérer la profession de juriste d'entreprise
- › Promouvoir le statut du juriste d'entreprise et son code de déontologie.
- › Promouvoir la fonction juridique auprès des acteurs de l'entreprise, particulièrement auprès des dirigeants en France et dans le monde
- › Développer les liens et les échanges avec les autres professions de l'entreprise
- › Offrir aux adhérents des formations, conférences, colloques, et tous événements permettant le perfectionnement de leur expertise juridique ainsi que de leur soft skills
- › Être un interlocuteur privilégié des acteurs institutionnels français, européens et internationaux
- › Agir en tant qu'un laboratoire d'idées pour imaginer et anticiper les directions juridiques de demain



Renseignements et adhésions : www.afje.org



Cercle Montesquieu

Créé en 1993, le Cercle Montesquieu est une association réunissant les directeurs juridiques des entreprises privées ou publiques de tous secteurs d'activité, d'associations et d'institutions reconnues. Ses principales missions sont de :

- > Promouvoir le directeur juridique et sa fonction
- > Favoriser les échanges professionnels et amicaux entre directeurs juridiques
- > Être un interlocuteur de référence du droit en entreprise
- > Contribuer à la réflexion sur la formation des directeurs juridiques de demain.

Avec plus de 400 membres, le Cercle Montesquieu est un des premiers lieux de réflexion sur la place de la fonction juridique dans l'entreprise et sur ses aspects managériaux.

www.cercle-montesquieu.fr



